

Québec, le 30 juillet 2020

Monsieur François Legault
Premier ministre du Québec
Édifice Honoré-Mercier, 3e étage
835, boul. René-Lévesque Est
Québec (Québec) G1A 1B4

Objet : Tramway de Québec, un dernier effort collectif

Monsieur le Premier Ministre,

La grande région métropolitaine de Québec a besoin de rattraper son retard et de se doter d'un Réseau structurant de transport en commun (RSTC) : il s'agit d'un essentiel pour la mobilité des citoyens de la région pour au moins les 50 prochaines années. À peine déconfinés, la circulation automobile reprend. La congestion routière réapparaîtra dans la région. De plus, il s'agit également d'un excellent projet pour redynamiser à court terme notre économie.

D'ailleurs, en avril, le gouvernement du Québec a indiqué qu'il souhaitait voir s'accélérer les projets de transports en commun, notamment de tramway, dans différentes agglomérations, à commencer par le projet de la Ville de Québec. Il a fait du RSTC une pièce maîtresse de son futur Plan pour une économie verte, tel que prévu au Plan québécois des infrastructures. Il doit maintenant s'assurer que la Ville de Québec a les moyens de procéder rapidement à l'appel d'offres. L'heure est venue pour le gouvernement d'accélérer le projet et d'en devenir un promoteur face aux défenseurs du statu quo.

Le projet avance. L'intérêt manifesté par trois consortiums confirme qu'il génère, au sein du marché, de l'intérêt et de la concurrence, gage de prix compétitifs et d'une grande qualité pour sa construction.

Le projet évolue. Malgré certaines modifications, que nous suivons attentivement, nous sommes rassurés de savoir que la ville maintient son intention d'améliorer la couverture du futur réseau, notamment vers les banlieues, comme en témoigne la vision 360° des périphéries présentée dernièrement. Cette approche renforce encore la nécessité d'une colonne vertébrale forte que constitue le tramway.

Le directeur du bureau de projet, Daniel Genest, a martelé au cours des dernières semaines qu'il doit établir l'équilibre entre la portée, les coûts et la qualité du projet. Il a aussi affirmé avoir dû faire des choix qualifiés de « judicieux », mais « déchirants » afin de respecter le budget prévu. Il ne faudrait pas qu'un cumul de sacrifices se traduise en un recul fondamental sur la qualité et la portée du projet.

Une occasion à saisir

Nous arrivons dans le dernier droit. C'est l'occasion d'apporter les ultimes améliorations au projet. C'est d'ailleurs pour cette raison que le BAPE, qui tient des audiences sur le projet cet été, existe: rendre le projet encore meilleur. À Montréal, le Réseau électrique métropolitain, qui entrera en service dès 2022, a profité de bonifications importantes à la suite du BAPE, notamment avec l'ajout de stations au centre-ville.

Les gouvernements doivent ici faire preuve de flexibilité financière, tout en utilisant de manière responsable les fonds publics, afin que le projet puisse être à la hauteur des besoins, et ce, pour les 50 prochaines années. Nous aurons plusieurs décennies pour amortir les investissements, mais nous n'avons qu'une chance de construire des bases solides d'un réseau de transport en commun digne d'une grande ville.

Assurons-nous que le RSTC soit exemplaire, et qu'il se réalise sans tarder. Il servira alors d'inspiration pour les autres villes québécoises où le gouvernement du Québec s'est engagé à construire un tramway. Les citoyens de la grande région métropolitaine de Québec profiteront des avantages, mais au final, c'est tout le Québec qui sera gagnant.

Comme région, comme ville, comme gouvernement, c'est le temps d'un dernier effort collectif pour se donner le projet qu'on mérite. Comme acteurs de la société civile de la grande région métropolitaine de Québec, nous serons au rendez-vous pour ce dernier droit.

Nous tenons à affirmer que nous maintenons notre appui au projet et notre désir de voir sa réalisation dans le cadre de la relance économique. La volonté de créer un réseau structurant et accessible au plus grand nombre de citoyens possible demeure l'une de nos priorités.

Soyez assuré, Monsieur le Premier Ministre, de notre coopération la plus sincère,

Etienne Grandmont

Directeur général

Accès Transports Viables

Claude Breton

Vice-président, Communications et Responsabilité sociale d'entreprise

Banque Nationale

Richard Lachance

Président et chef de la direction

CAA Québec

Steeve Lavoie

Président et chef de la direction

Chambre de commerce et d'industrie de Québec

Karl Blackburn

Président et chef de la direction

Conseil du patronat du Québec

Alexandre Turgeon

Directeur général et vice-président exécutif

Conseil régional de l'environnement de la Capitale-Nationale

Pierre Dolbec

Président du conseil d'administration

Corporation des Parcs industriels de Québec

Colleen Thorpe

Directrice générale

Équiterre

Diego Creimer

Co-directeur général par intérim (Québec et l'Atlantique)
Fondation David Suzuki

Michel Dallaire

Président et chef de la direction
Groupe Dallaire

Denis Ricard

Président et chef de la direction
iA Groupe financier

Carl Cloutier

Président-directeur général par intérim
Institut de développement urbain du Québec

Yvon Charest

Président
J'ai ma passe

Jean-Simon Campbell

Président
Jeune chambre de commerce de Québec

Jean-François Chalifoux

Président et chef de la direction
La Capitale / SSQ Assurance

Pauline D'Amboise

Secrétaire générale et vice-présidente Gouvernance et Développement durable
Mouvement Desjardins

Sophie D'Amours

Rectrice
Université Laval

Christian Savard

Directeur général
Vivre en Ville

c.c. Geneviève Guilbault, Vice-première ministre, Ministre de la sécurité publique, Ministre responsable de la région de la Capitale-Nationale ; François Bonnardel, Ministre des Transports ; Sonia Lebel, Présidente du Conseil du trésor.

c.c. L'honorable Jean-Yves Duclos, président du Conseil du trésor; L'honorable Catherine McKenna, ministre de l'Infrastructure et des Collectivités.

c.c. Régis Labeaume, Maire de Québec, Président du comité exécutif, Président de la Communauté métropolitaine de Québec.